

DIALOGUE ET CHANGEMENT



Philippe Herzog
Président fondateur

Le mouvement « Nuit debout » exprime le besoin d'un grand changement et il réunit des gens qui n'attendent pas que les idées et la volonté viennent des dirigeants politiques. Nous sommes nombreux à partager ce point de vue. Confrontations Europe est un des lieux et mouvements de société civile qui travaillent à élaborer des solutions et une vision. Agir pour le changement soulève des questions d'éthique de pensée et d'action. Nous nous efforçons de découvrir et analyser les réalités – une longue crise et des mutations extraordinaires –, et nous savons qu'il faut résoudre des contradictions profondes pour assumer des tâches difficiles. D'autre part, le but est de contribuer à réunir une large partie de la population par le dialogue et en vue de sa participation à ces enjeux, plutôt que de la rallier à une cause.

Les solutions doivent être partagées, donc mûrir dans la confrontation des vues de gens d'expériences différentes, qui ne fuient pas les conflits mais cherchent à les résoudre ensemble de façon créative. Notre démocratie délégataire est un obstacle. Les sources des dirigeants politiques proviennent d'un petit nombre d'affidés et leur « synthèse » surfe sur ce qu'ils croient être l'opinion du peuple, avec le souci premier de garder « le pouvoir ».


Le besoin d'un grand changement en Europe s'exprime beaucoup plus, mais la maturation des réponses est encore trop faible parce qu'elle est enfermée dans des espaces nationaux, dans des cercles consensuels, et les sphères institutionnelles ne bousculent pas leur façon d'être. Il y a besoin d'un dialogue transnational approfondi. Nos sociétés civiles sont dissemblables. Pas d'unité sans effort de partage. Il ne faut pas renouveler la faute qu'a été la tentative de Constitution du début des années 2000, un projet concocté d'« en haut » par des « élites » et élus. L'échec a laissé des blessures profondes, et la crise aidant, les peuples se replient dans leurs cadres nationaux, l'Union se fragmente et risque de se décomposer.

Des réformes des Traités il en faudra, mais auparavant il faut rapprocher les nations en répondant aux questions vitales qui les intéressent : avec quelles valeurs, quels engagements pouvons-nous résoudre ensemble les problèmes

fondamentaux du chômage et de l'exclusion, du changement du régime de croissance, de la sécurité-défense et de l'action extérieure de l'Europe... ? Quels partages de souveraineté cela implique ? Aujourd'hui, l'Union abuse de la gouvernance par les règles parce que les États refusent des politiques communes. Changer cela est impossible si chacune de nos sociétés ne pense qu'à elle-même, et projette ses vues sur les autres sans accepter l'épreuve de l'altérité.

Les dirigeants des États ne comprennent pas que le changement exige de faire appel à la conscience et la participation des gens. Ils parlent de valeurs et de solidarités de façon incantatoire alors que chacun voit midi à sa porte. Ainsi la France aime faire la leçon aux autres mais refuse l'accueil des réfugiés.

La vision que proposent inlassablement certaines élites européennes, celle des États-Unis d'Europe, est hors des réalités actuelles : nos nations ne veulent pas de délégation à un État supranational. En revanche, elles sont disposées à entendre pourquoi et comment nous sortirons de la crise si nous partageons plus de politiques répondant directement aux problèmes qui nous sont communs. Il va falloir imaginer une Union politique qui accepte la différence des nations, mais les oblige à clarifier les choix collectifs qu'elles acceptent de partager.

Quel que soit le résultat du 23 juin, la question du Brexit est une occasion manquée de débat sur le sens et la méthode d'une refondation. Le réflexe français, « on sera mieux si les Anglais sont dehors », est tout sauf réfléchi. Les Britanniques veulent vérifier/confirmer ou non leur appartenance à l'Union, d'autres peuples aimeraient aussi le faire. Mais la voie d'un référendum est la plus mauvaise, elle enferme entre « oui » et « non », et la campagne des dirigeants britanniques pro-européens ne donne pas argument pour l'avenir. La seule question ayant valeur démocratique serait : de quel grand changement l'Europe a besoin, et comment le réaliser ? Un dialogue dans la vérité des problèmes, entre des contributeurs qui devront quitter toute suffisance, toute rivalité, toute pensée unique, sans vouloir imposer leurs solutions : c'est urgent. Je compte présenter bientôt une contribution en ce sens. 

Pas d'unité sans effort de partage